

T'OKUP' n°69/

Octobre-novembre 2007

www.squat.net/ea

gratuit bien-sûr!

PRESENTATION: Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Autoconstruction

La maison de paille menacée

La Municipalité rompt la trêve (cf Tokup n°68) et donne un ultimatum de 20 jours pour démolir la maison autonome et écologique, dont la construction a débuté le 24 août sous l'avenue César-Roux.

En cas de refus de démolir, le syndic Brélaz annonce déjà l'évacuation forcée. La municipalité fait miroiter la promesse d'un autre terrain, mais refuse que la maison actuelle soit habitée, même de manière transitoire.

Les occupant-e-s refusent ce chantage. Tout soutien est bienvenu, en particulier pour participer au chantier et aux différentes actions et activités prévues. D'autres formes de soutien sont bienvenues: envoyer un courrier des lecteurs aux journaux, en parler autour de vous ou tout simplement passer et échanger infos et arguments.

Programme

Jusqu'au 1er novembre: isolation et installation du chauffage.

2 et le 5 novembre: phyto-épuration.

6 novembre, à 18h: conseil communal au Casino de Montbenon., rassemblement et action théâtrale.

10 novembre: fête d'inauguration.

Pour se tenir au courant:

autoclausanne@no-log.org

Réponse à des attaques lues dans la presse

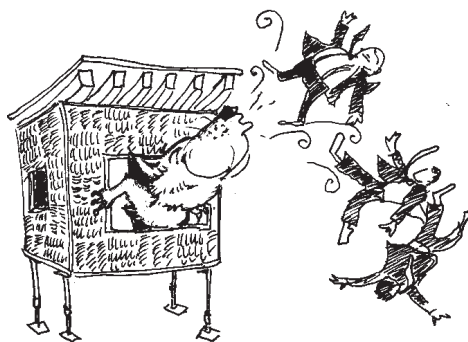
« Le projet n'est pas novateur. »

(O. Français)

M. Français ne sait pas de quoi il parle, il ne s'est pas intéressé au projet. Il ne s'agit pas d'innovation technologique de pointe, mais d'une combinaison de techniques accessibles qui permettent un habitat réellement respectueux de l'environnement. A notre connaissance, il n'existe pas en Suisse de maison coûtant moins d'un million qui soit aussi cohérente, écologique dans sa totalité.

L'AUTOCONSTRUCTION COLLECTIVE et la RECUPERATION de matériaux nous ont permis de réduire les coûts de construction d'un facteur 10, voire presque 100. A l'avenir, ce type d'organisation sera nécessaire pour satisfaire les besoins vitaux.

Il n'existe que 3 ou 4 constructions en BOTTES DE PAILLE et ENDUITS DE



TERRE CRUE en Suisse, le matériau n'y est pas encore homologué.

Les constructions contemporaines sur PILOTIS sont hyper-marginales, les initiatives intelligentes comme Domobile sont bloquées. On coule des dalles de béton pour un oui ou pour un non, et la colline du Mormont à Eclépens n'existe bientôt plus grâce à Holcim.

La combinaison TOILETTES SECHES + PHYTO-EPURATION se heurte à l'obligation de raccorder aux égouts et aux réticences de toutes sortes: on peut compter les réalisations sur les doigts de la main.

Comment ose-t-on dire que notre projet n'est pas novateur? Si M. Français favorise les travaux publics mégalomanes (M2, Tridel) pour subventionner les entreprises privées, pariant sur une croissance débridée comme lors des

(...suite en page 2)

Mesures de contrainte

Electrochocs pour les requérants d'asile?

Début octobre, le conseil national a autorisé l'usage du Taser contre les réfugié-e-s débouté-e-s, dans la droite ligne des politiques racistes de l'UDC.



Il a également maintenu l'usage des chiens, des menottes et autres liens. Il a aussi refusé de signifier dans la loi que les mesures de contraintes policières ne doivent pas pouvoir s'appliquer aux enfants.

La Suisse compte déjà plusieurs morts lors d'expulsions forcées (un Palestinien étouffé à Zurich, un Nigérian en Valais, cas relatés dans d'anciens T'Okup).

Prétendûment non-létal, le Taser a déjà plus de 150 décès à son actif aux Etats-Unis selon Amnesty International, si bien que de nombreux pays l'ont interdit (Belgique, Pays-Bas, Italie, Serbie, Pakistan, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Danemark, etc.).

L'adoption définitive du Taser doit encore être débattue entre les chambres, puisque le conseil fédéral et le conseil des Etats avaient refusé son utilisation en raison des risques mortels.

Brochure

Pour que le féminisme ne devienne pas l'otage du racisme

Collectif féministe non-mixte contre le racisme, Lausanne, 2007, 26 pages.

Recueil de textes pour faire entendre les voix des femmes d'horizons divers, réunies dans une seule et même colère: celle de voir aujourd'hui leur féminisme victime d'une véritable prise d'otage. De voir les "droits des femmes" arrachés de longue lutte à la "civilisation" désormais brandis comme symbole de cette même "civilisation" et face auquel les cultures autres ne peuvent qu'aller se rahabiller. Car l'occident, c'est bien connu, a déposé le brevet d'égalité entre les sexes.

Contact: desintegrees@pimienta.org
(également disponible à l'infokiosk)

Maison de paille (suite de p. 1)

«30 glorieuses», qu'il s'abstienne au moins de nous donner des leçons sur ce qui est novateur.

« Leur projet n'est pas écolo, avec leurs eaux usées. » (O. Français)

L'écologie du tout-à-l'égout ne nous convainc pas, même avec une station d'épuration. Celle de Vidy n'est d'ailleurs pas à même de traiter les micro-polluants qui vont ensuite dans le Léman.

Les excréments ne sont pas des déchets et ne devraient pas être mélangés à l'eau potable. Ils sont d'une grande valeur pour la terre si on les composte avec des copeaux comme nous le faisons. Il nous reste effectivement des eaux de lavage à traiter. Nous n'y mettons que des produits biodégradables et nous les enverrons dans notre installation de phyto-épuration autonome, dès qu'elle sera prête. L'eau aura ensuite une qualité suffisante pour être rejetée plus bas dans une tranchée drainante, ce que nous vérifierons quitte à augmenter le nombre de bassin dans le cas contraire.

Dans les écosystèmes naturels, le déchet n'existe pas. Ce ne sont pas les êtres vivants qui génèrent des polluants, c'est l'industrie.

« L'écologie est nécessaire mais elle n'autorise pas toutes les dérives » (P. Oberson)

On aimerait faire de l'écologie, ou du développement durable, en changeant le moins possible l'économie : les gouvernements se soucient de croissance durable, pour assurer des profits durables aux actionnaires... Les autorités n'ont agi que frileusement face au changement climatique, elles commencent à peine à prendre des mesures contraignantes car le pétrole devient cher et menace la croissance. (Le baril de pétrole va atteindre les 100 dollars cet hiver, on craint qu'il atteigne 300 dollars d'ici une dizaine d'années). Ceux qui disent aujourd'hui «l'écologie est nécessaire» parce qu'ils n'ont plus le choix ne se soucient en fait pas de la planète ni de la majorité de ses habitant-e-s. Nous ne voulons pas exploiter chaque ressource jusqu'à sa limite ultime, car il ne restera simplement pas une planète viable d'ici quelques années supplémentaires de ce «développement».

Il faut changer de logique de construction, de consommation, de production pour s'approcher d'un respect réel qui passe par une décroissance économique. Alors si l'illégalité de notre démarche constitue une «dérive» qui va trop loin, ça veut dire que la loi passe avant le débat sur l'avenir. C'est ça qui serait inacceptable.

« Chacun se doit de respecter les lois » (D. Brélaz)

Si les lois favorisent la destruction de la planète et la spéculation, il faut les braver !

On a convaincu les citoyens d'accepter que les propriétaires puissent pratiquer des loyers abusifs en les adaptant au «prix du marché». Personne ne conteste la loi qui permet aux prix du terrain d'exploser. Aucune loi ne dissuade d'utiliser des matériaux ultra-gourmands en énergie comme le béton.

D'autres lois plus intelligentes ne sont pas respectées : les normes minimales d'isolation des bâtiments ne sont pas respectées dans la plupart des bâtiments neufs ; on n'hésite pas à déclasser des zones agricoles pour accueillir des multinationales (Amgen qui finalement a décliné l'offre pour des raisons de concurrence fiscale). Qui dicte les lois, qui les applique ?

Et doit-on empêcher l'écologie au nom de l'écologie ? Pourquoi ne pas faciliter l'implantation d'habitations complètement intégrées à leur environnement ? Intégrée ça veut dire : a) liée à des cultures (potager, verger, champs) ; b) pas d'empreinte définitive au sol = pas de dalle en béton ; c) traitant et recyclant sur place les matières organiques (déchets végétaux, excréments, eaux usées) ; d) autonome en énergie.

« A quand une nouvelle maison illégale érigée au parc de Valency? » (Berner, service cantonal du développement territorial)

Nous n'aurions jamais construit pour durer dans un parc utilisé par la population. A plusieurs reprises, des lieux publics ont été occupés provisoirement pour dénoncer pour dénoncer des faits graves: expulsions de requérant-e-s d'asile, personnes à la rue, étudiant-e-s en manque de logement, ... Cette occupation-ci dénonce l'absence d'habitat écologique abordable, la spéculation et le bétonnage des villes et des campagnes. Nous nous sommes installé-e-s sur un terrain inutilisé, nous ne dérangeons aucun usage réel, cette construction exemplaire mérite donc de perdurer et d'être habitée.

« Il s'agit des prémices d'un nouvel espace insalubre de non droit. » (P.-A. Voiblet)

Il s'agit pour nous d'une zone d'autonomie. Le préjugé qui affirme que l'autonomie mène nécessairement à l'insalubrité est une insulte pour les gens qui désirent prendre leur vie en main. Si M. Voiblet avait vu ce terrain avant notre arrivée, il saurait qu'il était jonché de déchets et que ce n'est plus le cas. Car lorsqu'on vit quelque part, on s'en occupe.

« L'expérience est intéressante, mais pas question que quelqu'un y habite. » (D. Brélaz)

La ville a besoin de lieux de vie, pas de musées.

Une crise du logement aiguë sévit depuis 2002 : les loyers ne cessent d'augmenter, les listes d'attentes sont longues pour obtenir des logements subventionnés, la Ville loge des gens au camping. Nous avons besoin de maîtriser notre habitat, mais les maisons rénovables par des coopératives sont rares et les prix du terrain rendent cette « alternative » plus chère qu'une location sur le marché... Dans ce contexte, refuser un habitat à des gens qui s'en sont construit un sur un terrain inutilisé s'oppose au bon sens.

L'écologie humaine n'est pas qu'une question de matériaux. Ceci est une expérience d'habitat, qui perdrait tout son sens si nous nous limitions à y mener des «activités de jour».

« Vous vous appropriez un terrain public pour votre compte » (un visiteur)

Ce terrain est en fait bien plus public maintenant qu'auparavant.

Dès le départ nous avons accueilli les visiteurs et visiteuses, en leur faisant visiter la maison et en répondant à leurs questions. Nous allons continuer à le faire, l'accès au terrain ne sera pas privatif.

Nous sommes en train de créer une association pour les habitats autonomes, basée dans cette maison, dont les buts sont : a) organiser des visites de notre maison ; b) publier un document sur cette maison ; c) mettre en réseau les personnes et les associations oeuvrant pour l'autoconstruction, les habitats autonomes et la permaculture ; d) organiser des chantiers participatifs, des débats publics et des activités culturelles sur ces mêmes thèmes.

« Ce petit groupe de provocateurs commande, à la veille des élections. » (O. Français)

Les élections ne sont pas notre problème, nous ne voulons être l'instrument d'aucun parti. L'avenir de la planète et des habitant-e-s de cette ville ne devraient pas dépendre d'aléas électoraux.

Nous ne sommes pas un groupe isolé. Notre démarche suscite l'enthousiasme d'un large public, les encouragements et les soutiens sont nombreux, notre pétition a déjà récolté 1400 signatures.

Squats dead or alive

Squatoplex Malley lumière, projet de la ville meridique

Le collectif Chantier occupe l'immeuble de chablais 30 à Malley, depuis fin août. La municipalité a joué les sourdes-muettes, ce qui ne nous a pas empêché de découvrir leurs projets.

Le collectif n'a pas usurpé son nom, en effet nous menons un énorme travail pour rendre habitable la vieille maison. 50 cm de gravats, poussière, de défécation animale et humaine, des murs renversés n'ont en rien ébranlé notre motivation. Nous avons construit des toilettes, salle de bain, cuisines, nos chambres et nous débutons une salle de concert et un bistro, un chauffage ponctue le tout.

Le labeur avance rapidement, à l'air vide, froid, aux rêves se substitue de la chaleur, de la vie, une réalité.

La municipalité ne veut rien avoir à faire avec nous, arguant qu'elle a déjà un plan pour des habitations estudiantines, que nous devons partir, soucieuse de notre sécurité, etc...

Nous avons dû nous renseigner auprès de la F.A.E (fédération des associations d'étudiant), pour apprendre réellement de quoi retournait le projet (bonjour la transparence de la ville de Lausanne). Quelle ne fut pas notre surprise lorsque les responsables de la F.A.E nous montrèrent les plans de notre chère demeure restaurée???

Des logements ??, sans blague ! De véritables cellules (huit à neuf mètres carrés, de quoi poser un lit une place et une petite table), des espaces communs pour des lutins (douze mètres carrés à peine et un par étage), le tout pour des sommes de 400 à 500 frs par mois, aucun espace de loisir, de vie. Le projet se montera à trois millions de francs, un à charge de la ville et les deux autres à une coopérative puissante (nommée cité derrière) possédant plusieurs maisons déjà.

Leur chantier de rénovation devrait débuter fin janvier 2008, nous n'allons pas nous opposer à ce projet, de peur des réactions et de la perte de soutien qui résulterait d'une opposition contre un projet de logement pour étudiants, qui reste fondé et visant une certaine classe d'universitaires dans le besoin.

En effet, une résistance permettrait aux médias et aux puissants de nous utiliser comme des boucs émissaires, des profiteurs, on nous accablerait de tous les noms et travestirait notre lutte. De plus quel sera la réaction de ces universitaires ayant réellement besoin de payer moins cher, acceptant pour cela de vivre dans de telles conditions si nous nous opposons, notre résistance alors serait dans tous les cas mal interprétée.

Notre combat ne se résume pas seulement à préserver notre habitat (le garder serait tout de même une excellente ouverture vue l'énergie et l'argent investi), c'est une lutte globale contre les formes de pouvoir (ici la propriété en particulier) pour faire vivre notre rêves libertaires. Nous devons pour nous faire entendre et présenter notre utopie, concentrer les actions sur des batailles porteuses et créer des liens, des alliances avec les soutiens potentiels.

Le collectif Chantier octobre 07

Chien Rouge: le Canton ronge un vieil os

Tout récemment, quelques personnes du collectif Chien Rouge (qui avait occupé l'ancienne policlinique dentaire de septembre 2004 à février 2006) se sont vues notifier personnellement un avis de poursuite émanant du service "immeubles, patrimoine et logistique" du canton de Vaud, sous prétexte de frais de chauffage, mise à disposition de benues et évacuation de déchets.

Elles et ils ont bien sûr fait opposition: les frais de chauffage se réfèrent aux mois d'été 2005 (tous les radiateurs étaient évidemment éteints) et la facture avait été contestée à plusieurs reprises, sans aucune réponse du service concerné.

Quant au reste, les dernierEs occupantEs n'ont pas eu le temps de tout bien laisser propre en ordre avant de quitter les lieux. Le canton, pressé de les voir partir pour remettre le bâtiment à sa nouvelle propriétaire et craignant de voir cette mirifique affaire immobilière capoter, avait donné son accord pour évacuer à ses frais les derniers déchets, accord verbal, il est vrai!

Le montant exigé viendrait s'ajouter aux économies qu'a réalisées le canton grâce au collectif Chien Rouge qui a payé durant 1 an 1/2 le chauffage du bâtiment. S'il était resté vide, il aurait néanmoins été chauffé car l'installation est commune à celle du bâtiment adjacent.

Intersquat Genève

Ça continue (IV)

Une nouvelle occupation a eu lieu à Genève le 13 octobre au 30-32 chemin de Petit-Saconnex, vide depuis des années et propriété d'un gigantesque groupe saoudien. A nouveau, la police a évacué la maison quelques heures après (épisodes précédents cf T'Okup! 68). Plus de détails sur la politique hallucinante des autorités genevoises dans le communiqué de l'Intersquat du 13.10.07 sur indymedia.ch.

Occupation-expulsion-occupation- expulsion-occupation-expulsion-occupation-expulsion-occupation-expulsion-... Suite à l'épisode V!

Quand à l'infokiosque, il a pour l'instant trouvé refuge à la buvette de l'Îlot 13 et organise moult choses bien intéressantes, qu'on s'le dise!

Police-Secours

Le monde à l'envers ?

Après les révélations sur les exactions de la police lausannoise contenues dans un audit rendu public contre la volonté des autorités, on a vu au Conseil communal, la gauche prendre la défense de la police contre la droite ! Le monde à l'envers ? Non, c'est juste ce à quoi mène l'identification au pouvoir, la volonté d'y rester et de donner des gages de responsabilité, de respectabilité et de crédibilité aux dominants.

Hôtel de police :

on nettoie les placards

L'audit interne de la police de Lausanne démontre clairement que les exactions commises relèvent d'une logique qui fait système et non de bavures dues à quelques moutons noirs. Le commandement de la police de Lausanne ne peut donc qu'en être le premier responsable. Ce système repose et fonctionne à l'interne comme à l'externe sur l'abus d'autorité, la menace, la répression, l'humiliation, le sexisme, le racisme, etc. Bon, pas très étonnant pour un appareil policier direz-vous. Cela n'empêche pas Marc Vuilleumier, municipal popiste de la police, de demander au Commandant Hagen[b]locher de faire la lumière sur les faits révélés par l'audit. Il lui accorde « toute sa confiance » lit-on dans la presse. Sûr que c'est le mieux placé pour savoir ce que le système qu'il a lui-même façonné depuis des années génèrent. Pas sûr qu'il soit aussi bavard que l'audit.

» voir aussi la brève "Police partout, justice nulle part (p.4)



Pas d'antifascisme sans anticapitalisme!

La Suisse n'a pas attendu Blocher pour appliquer des politiques racistes et antisociales. Voici quand même des brefs retours sur la campagne pour les élections fédérales.

Hypocrites

Après l'UDC, les médias et les autres partis qu'ils soient de droite ou de gauche ont à leur tour condamné « les violences » en marge de la marche avortée de l'UDC le 18 septembre à Berne. Ils ont aussi unanimement déploré l'atteinte inexcusable à la liberté d'expression. A croire que le haineux et friqué parti gouvernemental n'a pas eu l'occasion de s'exprimer ces derniers temps ni dans les médias, ni par affiches publicitaires dans tout le pays. L'interdiction de la contre-manif anti-raciste semble, elle, curieusement avoir échappée à l'indignation bien pensante de circonstance. On attend les mêmes condamner avec autant d'unanimité les violences policières et la liberté d'expression bafouée lors des prochaines manifs contre le WEF !

**BLOCHER,
mon amour
vole vers toi
comme un
pavé dans ta
gueule**

La presse de boulevard triomphe

L'UDC empêchée dans sa « marche sur Berne » : le *Matin* parle en couverture du « triomphe » de l'UDC. Le même parti progresse de 2% lors des élections fédérales : le *Matin* titre « Le triomphe de Christophe Blocher ». On retiendra surtout, une fois de plus, le triomphe de la médiocrité en matière d'analyse politique du réac chef du *Matin* qui a toujours un avis sur tout et beaucoup de leçons à donner.

La droite dans la rue

En période électorale, certains partis de droite n'ont pas peur des paradoxes. Alors qu'ils sont au pouvoir sans partage sous la coupole, nous avons vu un conseiller fédéral UDC en charge de la sécurité intérieure tenter de manifester pour une Suisse plus sûre et une semaine plus tard, toujours dans la capitale, une conseillère fédérale PDC en charge de l'économie manifester contre le chômage !!! ça plaide pas en faveur de leur bilan de législation.

10'000 personnes ?

La marche de l'UDC aurait rassemblé 10'000 patriotes. Pour un parti capitalo-agrarien, faudrait apprendre à compter les moutons !

Patriotes de tous les partis unissez-vous !

La gauche institutionnelle condamne la campagne électorale de l'UDC. Elle n'est pourtant pas imperméable aux sirènes de l'ordre et de la patrie. Ainsi, la présidente Calmy-Rey s'en va discourir sur le Grütli afin de renouer avec le patriotisme noeux-noeux après avoir défendu le secret bancaire face aux attaques du PS français. Les Jeunesses socialistes (JS) de Genève, dans un communiqué intitulé « Pourquoi nous sommes patriotes », nous expliquent qu'ils/elles sont plus patriotes que l'UDC et que « les JS ont fait le choix de la Suisse ». C'est touchant ! Il y est question de « la fierté d'être Suisse », comme si on y était pour quelque chose d'être né-e-s ici plutôt qu'ailleurs. On y apprend que « le patriotisme, c'est se battre pour faire avancer le pays, c'est défendre ses valeurs, ses idées, ses institutions démocratiques ». Ah ! les valeurs éternelles de la Suisse non moins éternelle, c'est quelque chose. Quant à la fête de Fourmis Rouges (POP, gauche en mouvement) à Renens, la cantine affichait fièrement un drapeau suisse. Questionné-e-s sur la présence de ce torchon, des membres du Parti ont répondu, que « nous étions en Suisse tout de même », que « le drapeau national n'appartenait pas à l'UDC » ou encore « qu'il fallait se réapproprier le drapeau » comme s'il nous avait appartenu un jour. A cela s'ajoutent les déclarations du PS qui régulièrement nous rappelle que la politique sécuritaire de l'UDC est un échec et que lui est capable de faire mieux. Afin d'être « crédible » ce parti lutte d'ailleurs depuis longtemps contre les « abus »... des pauvres (exemple lausannois parmi d'autres : l'engagement d'inspecteurs chargés de fliquer les personnes touchant le Revenu d'insertion). Ensuite on pourra toujours se plaindre que l'UDC, relayée par les médias, dicte l'actualité politique.

Communiqué de la direction

Rédigé suite aux déclarations du Service d'analyse et de prévention de l'Office fédéral de la police à propos de la manif anti-UDC à Berne.

« N'ayant pas reçu d'ordres du Bureau politique central insurrectionnel des casseuses et casseurs anarch-marxistes-léninistes de la cinquantaine unifiée de Zurich, nous sommes un peu perdu-e-s et ne saurions que vous conseiller de ne pas vous lancer dans des actions intrépides, hasardeuses et inconsidérées puisqu'à l'échelle locale nous sommes un peu con-ne-s et que c'est l'amour de la hiérarchie qui nous unit ».

La direction locale

Manif contre Blocher au comptoir

Police partout, justice nulle part!

Les barricades qui ont suivi la manif anti-UDC du comptoir du 18 septembre à Lausanne ont été largement relayées par les médias. Rien par contre sur les violences policières. Dans un communiqué de 30 septembre (disponible intégralement sur indymedia), le Groupe anti-répression (GAR) fait état de plusieurs manifestant-e-s sérieusement blessé-e-s suite à un usage disproportionné de la force lors des arrestations. Plus tard dans la soirée, des personnes venues aux nouvelles devant l'hôtel de police ont été massivement gazées à bout portant, frappées et matraquées. Le GAR a demandé à voir les images des caméras de surveillance de la police, à suivre.

Si vous avez été témoins ou victimes de violences à cette occasion, envoyer vos témoignages à : gar@no-log.org

Tou-te-s les encapuchonné-e-s ne sont pas vos amies

Scène lors de la manif contre la venue de Blocher au comptoir : un organisateur de manif s'avance vers deux manifestants que certain-e-s nomment « casseurs ». Il leur dit que la manif est terminée et qu'il faut rentrer à la maison. C'est alors que l'un deux soulève son bonnet, montre ostensiblement son oreillette et dit à l'organisateur interloqué : « Vous inquiétez pas, nous sommes avec vous ».

Blac blocs cernés par J. de Quattro

Appelant à la tolérance zéro par voie de presse suite aux événements du comptoir, la conseillère d'Etat fait feu de tout bois: les émeutiers ne sont pas des blac blocs mais des jeunes apolitiques qui se battent contre la police le week-end (la manif était mardi), mais comme ils n'ont pas cassé de vitrines et se sont limités à brûler des poubelles, ils doivent donc être organisés et avoir reçu des ordres... Bref, une belle compréhension de "notre jeunesse" et de la politique...

agenda

www.squat.net/ea

... fin OCTOBRE

Lun 29 à 20h15 : Espace Autogéré, débat avec Philippe Gottraux, co-auteur du livre « L'UDC: UN PARTI, SON ACTION ET SES SOUTIENS » qui vient de paraître aux éditions Antipodes à Lausanne.

... en NOVEMBRE

Ven 16 à 22h : Espace Autogéré, concerts. COROSAO (metal hardore, sao paulo) et CRUST DIVISION (crust hardcore, minas gerais, brazil)

Jen 29 à 22h : Espace Autogéré, concerts. KORNREINIGER (electro pop hip-hop, berlin)

ACTIVITÉS FIXES

Salon de thé à la Laiterie, les lundi de 17h à 19h, Marterey 23

Le Potage de Plombs, restaurant végétarien, chaque jeudi à 20h. Espace autogéré.